

DEFINITION DES TERRES

Nos perceptions des terres ne sont pas seulement une réponse au monde extérieur, mais aussi une cause et un effet du filtrage culturel par lequel certains phénomènes se démarquent, tandis que d'autres passent au second plan. En d'autres termes, moins les éléments des terres sont visibles pour un acteur particulier, moins ils ont de sens pour cette personne, et ils peuvent éventuellement être à l'origine d'une méconnaissance de leurs possibles fonctions essentielles.

La définition et la valeur des terres peuvent changer à mesure que nous nous enrichissons ou si nous ne dépendons pas directement des terres pour notre survie immédiate. En outre, les terres sont souvent imprégnées d'un sentiment de souveraineté et de compétence (aligné sur les différents types de propriété et sur les droits d'utilisation) qui, à son tour, régit nos interactions économiques et sociopolitiques, ainsi que nos conflits avec les autres.

Tous ces facteurs influencent les attitudes à l'égard de l'utilisation des terres et de leur gestion. Toutefois, maintenir les terres dans un état sain est une contribution essentielle à la sécurité humaine : l'accès à la nourriture et à l'eau, la stabilité de l'emploi et des moyens de subsistance, la résilience aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes et, en fin de compte, la stabilité sociale et politique.

LA TERRE EST UN ACTIF BIENFAISANT

Que les terres soient un bien privé ou public, elles peuvent fournir une gamme complète de biens et de services : atténuer les changements climatiques à l'échelle mondiale, réguler l'approvisionnement en eau à l'échelle du paysage et soutenir la production alimentaire à l'échelle locale. Les écosystèmes naturels et gérés favorisent les moyens de subsistance locaux et permettent aux communautés de croître et de prospérer. Les terres sont généreuses, mais elles ont aussi leurs limites, et leurs biens et services sont loin d'être infinis. Pour garantir une utilisation équitable, il ne suffit pas simplement d'identifier le propriétaire des terres et sa manière de les utiliser. Les pratiques liées à la gestion des terres ont souvent des conséquences en aval. De ce fait, les propriétaires fonciers sont de plus en plus confrontés à des restrictions sur leur utilisation ou leur gestion des terres, afin de protéger les nombreux services écosystémiques qu'elles peuvent offrir.

La compréhension plus complète des différents services et fonctions des terres (c'est-à-dire les avantages pour les hommes et les autres espèces) et le processus permettant de leur attribuer une valeur suggèrent que, dans le futur, les agriculteurs et les autres gestionnaires de l'occupation des terres devraient avoir un rôle élargi en tant que régisseurs de la terre et de ses ressources associées.

Pour protéger et nourrir cette ressource si généreuse, il est important de reconnaître les droits, les récompenses et les responsabilités qui serviront de piliers à la gestion durable des terres. Les agriculteurs et les gestionnaires de l'occupation des terres ont souvent besoin d'incitations pour garantir la fourniture des biens et services offerts par leurs terres, notamment ceux qui dépassent le socle commercial, qu'il s'agisse de la conservation de la biodiversité, de la protection des approvisionnements en eau, de la protection contre les inondations ou du piégeage du carbone. Définir dans quelle mesure la communauté devrait compenser les propriétaires pour ces services écosystémiques est un débat qui évolue, et même si l'on parvient à un consensus sur le montant à payer, il existe un certain nombre de problèmes pratiques concernant l'allocation du dédommagement.¹ Pour la plupart des pays, la sécurité alimentaire à long terme et la croissance économique dépendent fortement de la gestion durable de leur capital naturel terrestre.

Les terres sont depuis toujours inextricablement liées au développement humain, leur fonction économique n'étant qu'une parmi de nombreuses autres. Les terres constituent une ressource unique, précieuse et immobile en quantité limitée, offrant de multiples avantages à la société. Elles sont l'élément de subsistance le plus élémentaire, apprécié pour sa richesse au-dessus et au-dessous du sol. Les

Définitions des terres

La CNUCLD définit la terre comme « le système biologique productif terrestre qui comprend le sol, la végétation, les autres biotes et les processus écologiques et hydrologiques qui fonctionnent dans le système ».²

La terre est aussi définie comme « une zone délimitable de la surface terrestre de la Terre, englobant tous les attributs de la biosphère immédiatement au-dessus ou en dessous de cette surface, y compris ceux du climat près de la surface, les formes du sol et du terrain, l'hydrologie de surface (y compris les lacs peu profonds, les rivières, les marais et les marécages), les couches sédimentaires proches de la surface et la réserve d'eau souterraine associée, les populations végétales et animales (biodiversité), le modèle d'établissement humain et les résultats physiques de l'activité humaine passée et présente (terrassement, structures de stockage ou de drainage d'eau, routes, bâtiments, etc.). »³

terres sont un atout socio-économique stratégique, en particulier dans les sociétés pauvres où la survie et la richesse sont souvent largement déterminées par le contrôle et l'accès à la terre. En conséquence, les terres sont liées à un réseau complexe de questions : relations de pouvoir, économie, attachements symboliques et autres inégalités systémiques. Les terres sont un élément central dans les relations sociales variées et complexes de la production et de la consommation.

LE CARACTÈRE MULTIDIMENSIONNEL DES TERRES

La négociation efficace de l'utilisation, de la gestion et de la planification durables des ressources terrestres nécessite des systèmes intégratifs et des approches participatives des acteurs, plutôt que des stratégies sectorielles linéaires. Une perspective en devenir exige de voir et de comprendre la terre dans toutes ses dimensions. Dans la figure 1.1, nous présentons des perspectives indicatives sur la définition de la terre pour illustrer la diversité des défis, des problèmes et des priorités auxquels sont confrontés les différents intervenants.

Bien sûr, ce ne sont que des stéréotypes à des fins d'illustration. La plupart des acteurs ont des points de vue différents sur les utilisations spécifiques des terres et sur le concept de terre lui-même. Ils s'inscrivent souvent dans plusieurs catégories ou peuvent avoir des points de vue significativement différents de la majorité. Par définition, une approche holistique reflète mieux la diversité des points de vue et favorise une meilleure compréhension des compromis et des synergies dans l'identification des solutions les plus appropriées pour étendre les pratiques de gestion durable.

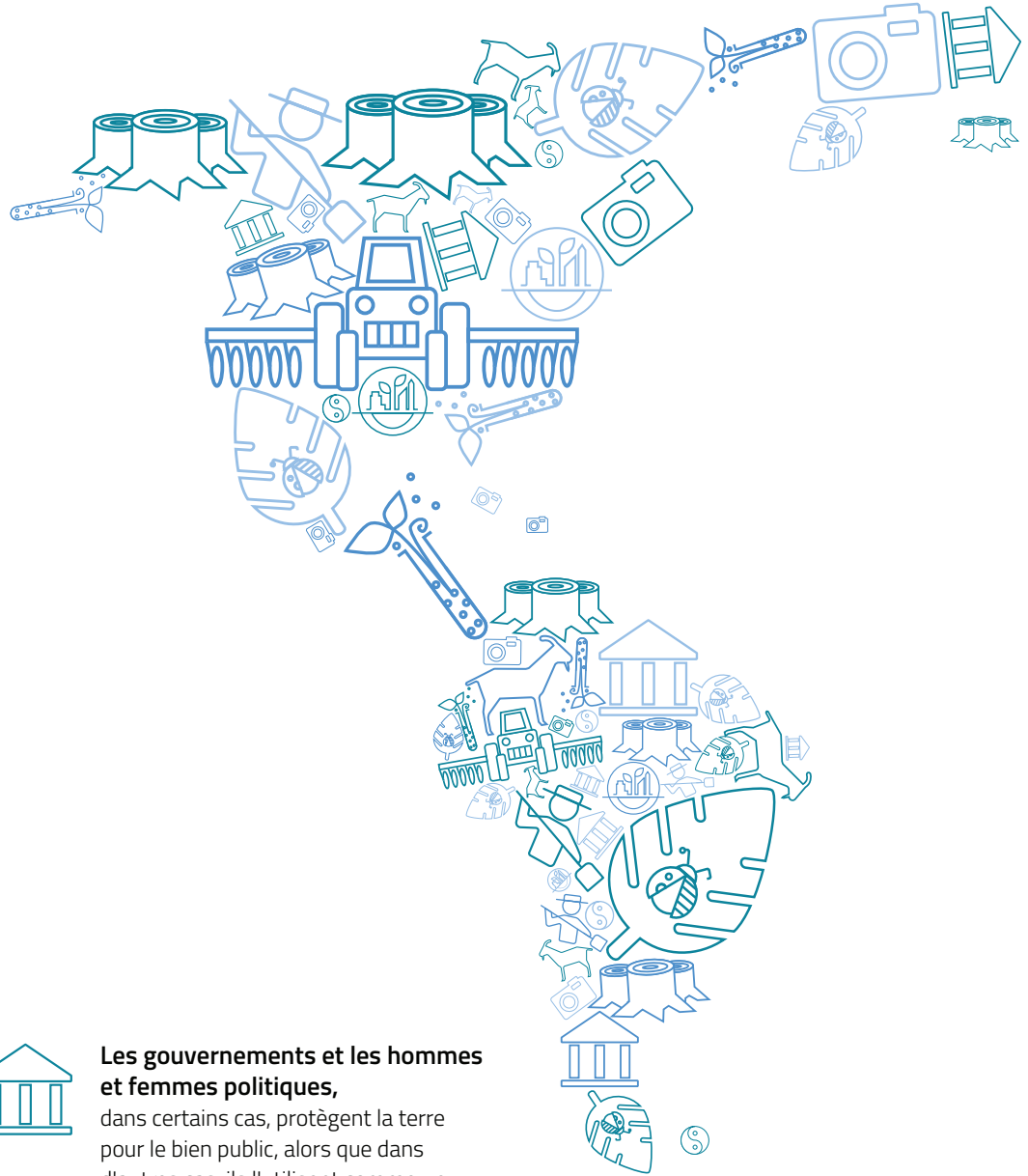


Figure 1.1 :
Perceptions des
acteurs sur la
définition et la valeur
des terres



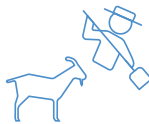
Les gouvernements et les hommes et femmes politiques,

dans certains cas, protègent la terre pour le bien public, alors que dans d'autres cas, ils l'utilisent comme un instrument de pouvoir et de contrôle.



Les scientifiques et les chercheurs

considèrent la terre comme un mélange de sol, d'eau, de biodiversité et de minéraux, interagissant pour fournir des biens et des services qui profitent aux hommes et qui soutiennent les fonctions de l'écosystème.



Les pasteurs et les agriculteurs

la considèrent comme une source de nourriture et de moyens de subsistance, un support pour le transfert de richesse intergénérationnel et un repère profond d'appartenance.



Les communautés locales et autochtones

considèrent souvent la terre comme un bien commun ou sacré à protéger pour les générations actuelles et futures. Beaucoup de groupes religieux considèrent certains paysages ou formes terrestres comme imprégnés d'une importance ou d'une puissance spirituelle particulière .



Les conservateurs et les militants écologistes

ont tendance à apprécier la valeur de la terre en tant qu'habitat pour les espèces ou en tant qu'espace sauvage à protéger.



Les agriculteurs et éleveurs industriels

la considèrent comme un moyen de faire des affaires et comme un bien lucratif.



Les entreprises de bois, de papier et de pâte à papier

se concentrent sur les arbres, tandis que les secteurs des mines et de l'énergie sont principalement concernés par ce qui se situe sous la surface de la terre.



Les développeurs urbains et les colons frontaliers

cherchent constamment des terres pour étendre le domaine humain et créer des richesses économiques. Les jardiniers et les architectes apprécient la perspective de modifier ou de transformer les paysages en vue de l'amélioration esthétique de notre environnement culturel.



Les artistes, philosophes et touristes

voient la terre comme une oasis ou un refuge, une source de spiritualité, d'inspiration et de beauté.

LA TERRE COMME PROPRIÉTÉ PRIVÉE

La terre comme propriété privée est un concept relativement récent et plus dominant dans certaines cultures que d'autres. Dans de nombreux pays, le gouvernement contrôle toujours de vastes étendues de terres, mais certaines des plus productives ont été ou sont réaffectées ou vendues comme propriétés privées à des particuliers et des entreprises. L'acquisition de terres par les entités publiques et privées⁴ peut avoir des effets dévastateurs sur les personnes qui vivent traditionnellement dessus sans pour autant posséder de titre officiel ou juridique.⁵

Bien que la terre ait toujours été un atout des plus fiables et précieux, un système politique et juridique exclusif qui encourage la propriété privée a changé la relation des gens à la terre, en particulier dans les zones urbaines et d'autres zones économiques de grande valeur.⁶ De vastes zones de terres de par le monde changent de mains via des transactions soumises à divers degrés de régulation et de formalité, bien que des tentatives soient faites pour promouvoir des lignes directrices volontaires sur la gouvernance du régime foncier.⁷

Dans certains pays en développement, il y a eu une importante consolidation des exploitations foncières au cours des dernières décennies, et le titre juridique est maintenant la norme et est étroitement lié à la création de richesse. Historiquement, de nombreuses terres rurales du monde entier, possédées et gouvernées traditionnellement par des communautés locales et des peuples autochtones en vertu de droits d'occupation coutumiers, ont été acquises par l'État. Plus récemment, certains pays ont commencé à renoncer au contrôle de l'État sur les terres, en les rendant aux populations autochtones et aux communautés locales.⁸

Les personnes vivant dans les pays développés s'attendent à ce que la propriété foncière soit clairement identifiée, cartographiée, protégée par un titre légal et appuyée par des institutions d'administration foncière. Cependant, dans une grande partie du monde en développement, les droits de propriété individuels ne sont pas reconnus comme tels, et les droits sur les ressources naturelles sont souvent partagés entre les différents utilisateurs au sein des communautés locales.⁹ Par exemple, en Afrique de l'Ouest, différents groupes d'utilisateurs (les hommes, les femmes, les agriculteurs, les éleveurs, les églises...) peuvent posséder des droits d'accès à différentes parties de la même ressource terrestre : les arbres dans une forêt gérée par la communauté fournissent du fourrage pour le bétail

; les fruits et les légumes sont collectés par les femmes ; le bois est récolté par les hommes. En outre, même dans ce système d'utilisation des sols des chevauchements existent, l'accès partagé peut varier à différents moments de l'année.¹⁰

Les systèmes juridiques ne sont pas toujours appropriés ou suffisamment souples pour faire face à la complexité de l'utilisation coutumière des terres. D'autre part, lorsque les droits fonciers ne sont pas formellement établis ou réglementés par les autorités gouvernementales, ils peuvent facilement être méconnus en raison de la pression croissante exercée sur les ressources foncières. Ignorer la logique des systèmes d'occupations coutumières des terres (qui soutiennent les pratiques régénératives à long terme et les utilisations multiples par différentes parties) peut nuire à la société et à l'environnement.¹¹

De nombreux pays en développement ne disposent pas de lois adéquates ou ne parviennent pas à mettre en œuvre des dispositions qui déterminent légalement l'identité de ceux qui possèdent les terres et les ressources. Cela peut conduire par défaut l'État, des individus puissants ou des entreprises à devenir propriétaires des terres. De tels événements entraînent souvent des conséquences désastreuses pour les usagers traditionnels des terres, dont ils sont souvent expropriés sans consentement ni compensation, les aliénant de leur communauté et de leurs biens. Plusieurs facteurs peuvent converger pour déposséder les gens de leurs terres, induire des conflits et augmenter la migration des zones rurales. Les approches traditionnelles durables de la gestion des terres fléchissent parfois sous la pression des changements démographiques ou de l'influence de la modernité dans les sociétés traditionnelles.

LA TERRE EST UN BIEN PUBLIC

La terre joue un rôle important dans la capture et le stockage du carbone atmosphérique ; elle gère les cycles biophysiques et fournit une multitude de biens et de services qui profitent à la société

L'une des façons de considérer la terre est de supposer qu'elle appartient à tout le monde, chaque champ ou parcelle ayant un gardien local.

dans son ensemble. Toutefois, si elle mal gérée ou dégradée, ces fonctions sont perdues. Les paysages sont une mosaïque d'écosystèmes et les communautés humaines en font partie. Malheureusement, le rôle de la terre comme bien public et ressource commune ne jouit pas actuellement d'une reconnaissance suffisante dans la politique et la planification de l'utilisation des terres.

Le rôle du dépositaire dans l'amélioration des effets positifs, ou la limitation des impacts négatifs, associé à différentes utilisations des terres, peut offrir des avantages diffus d'une grande importance pour la santé du paysage et la société en général. Par exemple, les décisions individuelles de couper des arbres ou de labourer des pâturages permanents libéreront du carbone, augmentant ainsi les effets négatifs du changement climatique et réduisant les avantages publics.

Au Nigeria, certaines plaines inondables ont des utilisations multiples et concomitantes par les différentes parties prenantes : les pêcheurs ont des droits sur la terre pendant la saison des pluies, avec différents types de pêche autorisés ; les agriculteurs cultivent des plantations pendant la saison sèche ; et les éleveurs de bétail ont des droits post-récolte, ainsi que sur les prairies non cultivées dans la plaine inondable.¹² Dans ces types d'utilisation coutumière, la question de savoir « à qui appartient la terre » n'est pas claire ; même le concept d'utilisateurs primaires et secondaires n'est pas pertinent. Le chevauchement des droits et prises en charge devrait être retenu pour éviter les malentendus lorsque l'on travaille avec des concepts traditionnels de droits de propriété. La terre appartient souvent à une « communauté », qui peut inclure différents groupes ethniques et utilisateurs de la terre. Définir les droits fonciers nécessite donc souvent de prendre en compte ces systèmes de gouvernance traditionnels et mécanismes de négociation.

LA TERRE COMME ESPRIT DES LIEUX

Les questions d'appartenance et de propriété, de droits et de responsabilités, sont difficiles à aborder en termes simples. Les réponses se situent dans un spectre allant du titrage légal des terres aux droits communautaires et coutumiers, en passant par un simple sentiment d'appartenance. Pour beaucoup de gens, la terre est une question de dignité, de culture et d'identité. La propriété foncière implique l'absence d'exploitation et d'esclavage ; elle assure sécurité et sûreté. L'accès sans entrave à la terre peut représenter l'autodétermination et l'assurance d'une continuité intergénérationnelle. Pour certains, les questions de régime foncier sont considérées comme fondamentales pour les droits de l'homme.¹³

Beaucoup de gens profitent simplement de vivre et de travailler sur la terre, ou tirent une identité culturelle ou spirituelle de leur place dans le paysage. Être en contact direct avec la terre peut s'avérer bénéfique pour la santé mentale et physique ; cela peut également renforcer notre identité, le sentiment que l'on a de soi et de sa place ici-bas. Pour les communautés et les sociétés qui ont de solides liens spirituels avec la terre, les pratiques de gestion durable font souvent partie intégrante de leurs traditions, comme les bosquets sacrés en Inde et les forêts ecclésiales en Éthiopie.

Au cours des dernières années a émergé la notion de droits d'existence :¹⁴ les droits de survie des espèces et des interactions écologiques. Des études montrent que cette vision prévaut dans de nombreuses sociétés aujourd'hui. La plupart des gens sentent instinctivement que les humains ont le devoir de prévenir l'extinction des espèces dans la mesure du possible. Le large soutien envers des espèces emblématiques, comme le tigre ou le panda, que la plupart des gens ne verront jamais dans la nature, démontre que la conservation n'est pas seulement un problème utilitaire.

Ce point de vue est maintenant partagé par la grande majorité des principales philosophies et religions du monde, qui reconnaissent le devoir de gérance. Les dirigeants de toutes les grandes confessions ont émis des déclarations reconnaissant l'obligation morale des humains de ne pas détruire ce qui reste de la nature.¹⁵

La culture peut jouer un rôle important en rassemblant des vues divergentes sur la manière dont les humains s'adaptent ou modifient leurs paysages. Bien que les aspects culturels de la terre varient considérablement selon la région et évoluent au fur et à mesure que de nouvelles régions sont peuplées, les marchés des produits issus de l'exploitation des terres deviennent mondialement accessibles. L'effet de ces facteurs économiques externes peut considérablement influencer, voire détruire, l'esprit original des lieux. Cette dichotomie entre la tradition et la modernité, typique de la mondialisation, augmente le potentiel de discordes autour de l'utilisation et de la gestion des terres. Alors que certains accordent plus d'importance à la valeur marchande de la terre, mesurée par sa valeur d'échange, d'autres estiment que, indépendamment de l'implication humaine, la terre a une valeur intrinsèque en elle-même, et craignent que cette dimension ne soit perdue en présence d'une volonté de maximiser les profits.

Tableau 1.1 :
liens entre la
foi et la pensée
environnementale¹⁶

Foi	Liens vers la pensée environnementale
Bahaïsme	Fondé par le Perse Baha'u'llah. Considère que tous les chefs religieux sont des manifestations de Dieu et que toutes les Écritures sont sacrées. La nature et les saintes Écritures sont les « deux livres » de la révélation. Shoghi Effendi, l'arrière-petit-fils de Baha'u'llah, a déclaré : « L'homme est organique avec le monde. Sa vie intérieure modifie l'environnement et est aussi profondément affectée par lui. » ¹⁷
Bouddhisme	Enseigne le respect et l'interconnectivité de la nature ; les plantes et les animaux sont inclus dans les systèmes de salut. ¹⁸ Gautama Bouddha est né, a atteint l'illumination et est mort sous les arbres. Les arbres sacrés sont décorés et vénérés. Le bouddhisme préconise la protection, comme le Ridam au Bhoutan, une interdiction annuelle d'entrer dans une forêt de montagne spécifique. ¹⁹
Christianisme	Enseigne que toute création est un acte d'amour de Dieu et que l'humanité ne peut pas détruire les créations de Dieu sans risquer de se détruire elle-même. Saint François était un des premiers partisans de la gérance écologique. Des dirigeants chrétiens ont émis des déclarations en réponse à la crise écologique. ²⁰ Le pape François a publié en 2015 une encyclique appelant à la protection de la nature. ²¹
Taoïsme	Traditionnellement considéré comme fondé par Lao Tseu. Met l'accent sur une interaction harmonieuse avec l'environnement, symbolisée par un équilibre entre les deux forces opposées du Yin et du Yang. ²² Chouang Tseu, un savant taoïste, met en garde contre le concept selon lequel toute la nature doit être « utile » et souligne sa valeur d'existence. ²³ Son interprétation moderne met l'accent sur l'écologie.
Hindouïsme	La terre est vénérée comme Bhumi, la « Terre Mère ». Il existe de nombreuses références à la conservation ; p. ex., Arthashastra prescrit des amendes pour la destruction d'arbres. ²⁴ Le barrage des rivières les plus sacrées de l'Inde, le Gange et le Narmada, a généré des protestations en partie pour des raisons de foi. ²⁵ Lors du mouvement Chipko, des femmes ont empêché la déforestation en entourant les arbres de leur corps. ²⁶
Jaïnisme	Les Jaïns s'efforcent de limiter les préjudices faits à toutes formes de vie et leurs enseignements mettent l'accent sur la sympathie et la compassion avec tout le monde vivant. ²⁷ Mahavira a déclaré : « Celui qui néglige ou méconnaît l'existence de la terre, de l'air, du feu, de l'eau et de la végétation méconnaît sa propre existence qui est liée à eux. » L'Institut de Jaïnologie a publié en 1990 la Déclaration des Jaïns sur la nature. ²⁸
Judaïsme	Dans le passé, la réaction au panthéisme a réduit l'importance de la nature, bien que cela soit en train de changer. ²⁹ L'Arbre de Vie est l'une des images les plus puissantes du judaïsme. La plantation d'arbres a été une pratique largement observée, en particulier ces derniers temps, et la Torah commande la création de ceintures vertes autour des villes (Nombres 35:4). Les arbres demeurent un objet de culte en Israël. ³⁰
Islam	L'enseignement d'Allah dans le Coran déclare que les humains ont la gérance de la nature, mais que celle-ci appartient à Dieu. ³¹ Les rivières et les lacs ont besoin d'un périmètre de protection, et la plantation d'arbres et la gentillesse envers les animaux sont encouragées. L'Islam a développé l'usage de la Hima, la protection foncière pour le pâturage, l'apiculture, les forêts ou l'eau, ³² qui est encore pratiquée en Jordanie et en Arabie Saoudite. ³³
Shintoïsme	Le shintoïsme était la religion traditionnelle au Japon avant le bouddhisme. Il existe de nombreuses divinités sans hiérarchie ni doctrine formelle, mais ayant des liens solides avec la nature. Les cérémonies font appel au Kami, les forces de la nature dans les montagnes, les sources, les arbres, etc. Les bosquets sacrés sont importants, à la fois dans les zones cultivées et naturelles.
Sikhisme	Les Sikhs croient en un Dieu unique et leurs écrits sacrés sont réunis dans le Guru Granth Sahib. Guru Nanak a déclaré : « Dans l'Univers, la Terre a été créée pour être un sanctuaire ». Toute la nature est sacrée selon la foi sikh. Le sikhisme suit un cycle de trois cents ans ; le cycle actuel, qui se termine en 2299, est vu comme le « cycle de la création », mettant l'accent sur les pratiques environnementales.
Zoroastrisme	Fondé par Zoroastre dans l'Iran actuel. Par la suite, de nombreux Zoroastriens ont déménagé en Inde où ils sont connus sous le nom de Parsis. Ils considèrent la terre comme sacrée, ce qui implique que la vie aussi est sacrée. Le déclin des vautours en Inde en raison de l'empoisonnement chimique ³⁴ est un problème pour les communautés parsies, car les oiseaux sont essentiels à la tradition qui consiste à disposer les morts dans les « Tours de Silence. »



Encadré 1.1 : Géomythologie³⁵

« *La terre est en fait comme un grand livre, vous voyez ?* » a déclaré Alison Anderson, sage matriarce de Papunya en Australie.³⁶ La vision du monde eurocentrique exige que la science soit fermement séparée du « folklore ». Si nous voulons réfléchir sérieusement aux valeurs culturelles et spirituelles de la terre, ces hypothèses doivent être fondamentalement réexaminées.

Pour un géologue, les taches qui maculent des roches dans la chaîne de montagnes de Kata Tjuta en Australie sont des « vernis du désert », une couche en partie minérale, en partie microbienne, typique des zones arides. Pour les cultures Pitjantjatjara et Anangu, elles sont la barbe de Wanambi, le roi des serpents qui vit sur les sommets. Les géologues voient des dômes rocheux narrer une histoire de 500 millions d'années de cailloux, de sable et de gravier plongés dans une ancienne mer, puis enterrés, solidifiés, inclinés, élevés et érodés. Pour les Aborigènes, chaque sommet représente (en fait, *est*) une créature du Temps du rêve. En 1966, Dorothy Vitaliano, de l'US Geological Survey, a inventé le mot *géomythologie* pour décrire les relations entre les légendes et la géologie.³⁷ Elle a divisé le folklore inspiré de la géologie en histoires qui satisfont le besoin humain d'explication (*étiologique*) et celles issues du témoignage d'événements réels (*evhémérisme*).

Les histoires étiologiques de la terre abondent dans presque toutes les cultures indigènes. Pour beaucoup, la terre est un tout : ils font partie de la terre et la terre fait partie d'eux, elle est leur garde-manger, leur pharmacie et leur lieu de culte.³⁸ La terre elle-même a de la mémoire. Les origines humaines se situent toujours sous la surface ; les lieux qui fournissent un accès souterrain (canyons, cratères et grottes) ont une

grande signification spirituelle ; la concentration de l'art rupestre dans de tels endroits en est témoin. Les histoires evhéméristes jouent également un rôle clé dans de nombreuses cultures. Nos ancêtres ont parcouru la Terre depuis la grande ère glaciaire et racontent des histoires de changement de niveau de la mer, d'avancées glaciaires et de dégradations dramatiques du climat. En 2014, l'évolution d'un paysage glaciaire dans le nord-ouest du Montana a été documentée et il a été constaté que : « Les processus hydrologiques jouent un rôle crucial dans les récits géoscientifiques et traditionnels autochtones... et les histoires traditionnelles et les théories géoscientifiques occidentales présentent des similitudes intrigantes... »³⁹

La vision du monde indigène est intrinsèquement holistique : il n'y a pas de séparation entre l'homme et la nature, entre l'identité personnelle et la terre, et il y a un intérêt croissant pour l'intégrer à la pensée scientifique conventionnelle.⁴⁰ David Bohm, un grand physicien théorique, se réfère à l'« unité ininterrompue de la totalité de l'existence en tant que mouvement d'ensemble s'écoulant sans limites ».⁴¹ Les sciences de la terre elles-mêmes ne vont pas au-delà de la pensée holistique : même la séparation familière entre l'organique et l'inorganique commence à s'effondrer : les minéraux subissent un processus qui est au mieux décrit comme une évolution.⁴² La relation entre les individus et le lieu est inévitablement influencée par la culture et l'expérience.⁴³ Bref, la terre est un livre, à lire de différentes façons, avec des traductions différentes. La compréhension et l'intégration de ces différents livres dans un système de connaissances hybride doit sans aucun doute être une condition préalable fondamentale pour ériger les différents ponts nécessaires au développement durable.



© Sore Kural

CONCLUSION

Reconnaître les points de vue de divers acteurs et assurer leur participation à la prise de décision est une première étape cruciale vers une meilleure gestion et planification des terres. La terre est détenue et gérée par des gouvernements, des entreprises, des communautés et des individus, mais nous dépendons tous de la terre pour notre santé et notre bien-être. Nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer ce lien fondamental.

Les défis mondiaux, tels que la dégradation des terres, sont complexes, mais des modèles apparaissent qui permettent d'avoir une réflexion organisée et de nouvelles solutions créatives pour un usage plus efficace des ressources foncières à l'avenir. Dans un monde en évolution rapide, avec des pressions et des exigences croissantes sur nos ressources naturelles de base, cette première édition de "Regards et perspectives sur les terres du monde" liste les défis et les opportunités en lien avec une utilisation, une gestion et une planification durable des terres. Cet ouvrage est destiné à tous : décideurs, petits agriculteurs, entreprises, communautés, consommateurs et producteurs. Passons maintenant à un bref historique de l'utilisation des terres pour comprendre comment nous sommes arrivés à ce tournant.

RÉFÉRENCES

- 1 Wunder, S. 2005. Payment for Ecosystem Services: Some nuts and bolts. CIFOR Occasional Paper number 42: Center for International Forestry Research, Bogor, Indonesia.
- 2 Article 1 of the Text of the Convention http://www2.unccd.int/sites/default/files/related-links/2017-01/UNCCD_Convention_ENG_0.pdf
- 3 Convention on Sustainable Development (CSD). 1996. Progress Report on Chapter 10 of Agenda 21. United Nations, New York, NY, USA.
- 4 Peters, P.E. 2013. Conflicts over land and threats to customary tenure in Africa. *African Affairs* 112 (449): 543-562.
- 5 Rulli, M.C., Savioli, A., and D'Odorico, P. 2013. Global land and water grabbing. *Proceedings of the National Academy of Sciences* 110 (3): 893-897.
- 6 Ting, L., Williamson, I.P., Grant, D., and Parker, J.R. 1999. Understanding the evolution of land administration systems in some common law countries. *Survey Review* 35 (272): 83-102.
- 7 Munro-Faure, P. and Palmer, D. 2012. An overview on the voluntary guidelines on the governance of tenure. *Land Tenure Journal* 1: 5-17.
- 8 <http://www.reuters.com/article/us-indonesia-landrights-indigenous-idUSKBN14V11V>; <http://www.reuters.com/article/us-latam-landrights-idUSKCN1175A1>
- 9 Hart, S. (ed.) 2008. Shared Resources: Issues of Governance. IUCN, Gland, Switzerland.
- 10 Metternicht, G. 2017. Land Use and Spatial Planning to Support Sustainable Land Management. Working paper for the GLO.
- 11 Ibid.
- 12 Thomas, D.H.L. 1996. Fisheries tenure in an African floodplain village and the implications for management. *Human Ecology* 24 (3): 287-313.
- 13 UN Economic and Social Council. 2014. Report of the United Nations High Commissioner on Human Rights. E/2014/86.
- 14 Van Houtan, K.S. 2006. Conservation as virtue: a scientific and social process for conservation ethics. *Conservation Biology* 20: 1367-1372.
- 15 Palmer, M. and Finlay, V. 2003. Faith in Conservation. The World Bank, Washington, DC.
- 16 Adapted from Dudley, N., Higgins-Zogib, L., and Mansourian, S. 2009. The links between protected areas, faiths, and sacred natural sites. *Conservation Biology* 23: 568-577.
- 17 Landau, R. 2002. The Baha'i faith and the environment. In: Timmerman, P. (ed.) *Encyclopedia of global environmental change. Volume 5, social and economic dimensions of global environmental change*. John Wiley and Sons, London. Available from <http://bahailibrary.com/articles/landau.environment.html> (accessed February 2009).
- 18 Swearer, D.K. 1998. Buddhism and ecology: challenge and promise, *Earth Ethics* 10 (1).
- 19 Ura, K. 2004. The herdsman's dilemma. *Journal of Bhutan Studies* 11: 1-43.
- 20 Hessel, D.T. 1998. Christianity and ecology: Wholeness, respect, justice, sustainability. *Earth Ethics* 1: 1.
- 21 http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html accessed November 12, 2016.
- 22 Girardot, N., Miller, J., and Xiaogan, L. (eds.) 2001. *Daoism and Ecology: Ways within a Cosmic Landscape*. Harvard University Press, Cambridge, MA, USA.
- 23 Merton, T. 1960. *The Wisdom of the Desert: Saying of the desert fathers in the 4th century*. New Directions Publishers, New York.
- 24 Narayanan, V. 2001. Water, wood, and wisdom: ecological perspectives from the Hindu traditions. *Daedalus* 130 (4): 179-206.
- 25 Shiva, V. 2002. *Water Wars: Privatization, Pollution and Profit*. Pluto Press, London.
- 26 Weber, T. 1988. *Hugging the Trees: The story of the Chipko movement*. Viking, London.
- 27 Chapple, C.K. 1998. Hinduism, Jainism, and ecology. *Earth Ethics* 10 (1): 16-18.
- 28 Singhvi, L.M. 1990. *The Jain Declaration on Nature*. Jainism Global Resource Center, Alpharetta, Georgia.
- 29 Vogel, D. 1999. *How Green is Judaism?* University of Berkeley, California, USA.
- 30 Dafni, A. 2002. Why are rags tied to the sacred trees of the Holy Land? *Economic Botany* 56 (4): 315-327.
- 31 Foltz, R., Denny, F.M., and Baharuddin, A. 2003. *Islam and Ecology: A Bestowed Trust*. Harvard University Press, Cambridge MA, USA.
- 32 Bagader, A.A., Al-Chirazi El-Sabbagh, A.T., As-Sayyid Al-Glayand, M., and Izz-Deen Samarraji, M.Y. 1994. *Environmental Protection in Islam, 2nd edition*, IUCN Environmental Policy and Law paper No. 20. Gland, Switzerland.
- 33 Sulayem, M. and Joubert, E. 1994. Management of protected areas in the kingdom of Saudi Arabia. *Unasylva* no. 176. UN Food and Agricultural Organization, Rome.
- 34 Green, R.E., Newton, I., Schultz, S., Cunningham, A.A., Gilbert, M., et al. 2004. Diclofenac poisoning as a cause of vulture population declines across the Indian subcontinent. *Journal of Applied Ecology* 41: 793-800.
- 35 Welland, M. 2017. "So the land is actually like a big book, you know?" Working paper for the GLO.
- 36 Miller, G. (Producer). 2007. *The Australian landscape: a cultural history* (Radio broadcasts, four episodes). Canberra: Australian Broadcasting Corporation. Retrieved from <http://www.abc.net.au/rn/legacy/features/landscape/default.htm>
- 37 Vitaliano, D.B. 1974. *Legends of the Earth: Their geologic origins*. Indiana University Press, Bloomington, IN.
- 38 Rose, D.B. 1996. *Nourishing Terrains: Australian Aboriginal views of landscape and wilderness*. Australian Heritage Commission, Canberra, NSW.
- 39 Johnson, A.N., Sievert, R., Durglo, M. Sr., Finley, V., Adams, L., et al. 2014. Indigenous knowledge and geoscience on the Flathead Indian Reservation, Northwest Montana: implications for place-based and culturally congruent education. *Journal of Geoscience Education* 62 (2): 187-202.
- 40 Aikenhead, G. and Michell, H. 2011. *Bridging culture, indigenous and scientific ways of knowing*. Pearson, Don Mills, ON.
- 41 Bohm, D. 1980. *Wholeness and the implicate order*. Routledge and Kegan Paul, London and Boston.
- 42 Hazen, R.M., Grew, E.S., Downs, R.T., Golden, J., and Hystad, G. 2015. Mineral ecology: Chance and necessity in the mineral diversity of terrestrial planets. *Canadian Mineralogist* 53: 295-324.
- 43 Tuan, Y-F. 1974. *Topophilia: A study of environmental perceptions, attitudes, and values*. Columbia University Press, New York.